



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 août 2018  
Français  
Original : russe

---

**Soixante-douzième session**

Point 166 de l'ordre du jour

**Rapport du Comité des relations avec le pays hôte**

**Lettre datée du 8 août 2018, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie d'une note datée du 7 août 2018, que le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a adressée au Département d'État des États-Unis d'Amérique concernant les violations systématiques du droit international que continuent de commettre les autorités américaines au regard des obligations qui leur incombent en tant que pays hôte de l'Organisation des Nations Unies, à l'égard notamment d'une partie des locaux de la Mission permanente de la Fédération de Russie sis à Upper Brookville (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) V. Safronkov



**Annexe à la lettre datée du 8 août 2018 adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Ministère russe des affaires étrangères présente ses compliments au Département d'État des États-Unis d'Amérique et souhaite dénoncer les violations incessantes du droit international commises par les autorités américaines contre les missions diplomatiques et postes consulaires de la Fédération de Russie installés aux États-Unis (à Washington, New York, San Francisco et Seattle, ainsi que dans les États de New York et du Maryland), et contre leurs locaux, auxquels le Département d'État a imposé toute une série de mesures visant à les priver de leur statut et à empêcher les représentants russes de les utiliser, voire d'y accéder.

1. Le Ministère est vivement préoccupé par les mesures précitées, prises par les autorités américaines, car elles exercent un effet qui se fait sentir bien au-delà des relations interétatiques unissant la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique et compromettent le principe d'égalité souveraine des États et la coopération internationale, nuisant par là au développement de relations amicales entre les nations et au renforcement de la paix universelle.

2. Le Ministère réaffirme que ces mesures unilatérales prises par les autorités américaines, qui constituent une grave atteinte à l'immunité et à l'inviolabilité des représentations russes et les empêchent de remplir leurs fonctions, sont infondées et illégales et, par conséquent, inacceptables, tout comme l'affirmation selon laquelle lesdites représentations auraient été fermées en bonne et due forme et dans le respect des normes internationales applicables.

3. Le Ministère fait remarquer qu'au moment d'imposer les mesures évoquées précédemment aux représentations russes, à leurs employés et aux familles de ces derniers, les États-Unis ont délibérément appliqué une « méthode » inspirée de la loi sur les missions étrangères, qui n'a laissé aucune chance aux missions russes de préparer leur fermeture dans un délai raisonnable ni de trouver une solution aux problèmes que celle-ci supposait (déménagement des biens et des archives et logement des employés et de leur famille), ou leur a du moins grandement compliqué la tâche. Ce faisant, les autorités américaines ont, entre autres choses, entravé le bon fonctionnement des représentations russes existantes.

Le Ministère constate que l'application de ces mesures sans précédent s'est accompagnée d'intrusions non autorisées des autorités américaines dans les locaux des représentations russes et d'atteintes à l'inviolabilité de leurs archives, ainsi que du retrait arbitraire du drapeau de la Fédération de Russie.

Il constate par ailleurs que, bien que la Fédération de Russie ne cesse de dénoncer ces attaques par lesquelles les États-Unis enfreignent les obligations qui leur incombent au titre de la Charte des Nations Unies, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, de la Convention consulaire entre le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du 1<sup>er</sup> juin 1964, de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946 et de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 26 juin 1947, celles-ci se poursuivent.

Vu ces circonstances, la Fédération de Russie a été forcée, à contrecœur, de riposter par l'adoption d'une série de mesures visant des installations américaines. Le Ministère tient néanmoins à souligner que, la Russie ne souhaitant pas suspendre le droit à l'immunité et à l'inviolabilité des installations diplomatiques et consulaires des États-Unis présentes sur son territoire, ces mesures ne sont pas, pour l'heure, du même acabit que celles prises par les autorités américaines, même si elles pourraient encore évoluer dans le cas où les États-Unis ne reviendraient pas à la raison.

4. Incontestablement, les États-Unis violent de façon flagrante et grossière les obligations de droit international qu'ils ont, en tant que pays hôte de l'Organisation des Nations Unies, à l'égard de l'Organisation et de celui de la Fédération de Russie, qui en est membre, par exemple en portant atteinte à l'inviolabilité de certains des locaux de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'ONU et en y empêchant l'accès.

En agissant de la sorte, les autorités américaines font ostensiblement fi des obligations qui découlent pour elles de la Convention du 13 février 1946 et de l'Accord du 26 juin 1947 susmentionnés, ainsi que des décisions prises au sujet des

locaux de la Mission permanente de la Fédération de Russie par le Comité des relations avec le pays hôte et l'Assemblée générale (cf. la résolution 72/124 de l'Assemblée, par. 3). Bien que cette dernière ait interdit au pays hôte d'appliquer aux missions des États Membres auprès de l'Organisation des restrictions découlant de relations bilatérales pouvant nuire à leur bon fonctionnement, les États-Unis s'obstinent à faire preuve d'un comportement illégal et irresponsable qui, déjà, inquiète beaucoup l'Organisation.

5. Le Ministère affirme également qu'il est totalement inacceptable et illégal que les autorités du pays hôte décident de priver indéfiniment un État accréditant (et ses représentants autorisés) de toute possibilité de jouir des droits qui lui reviennent légalement sur les propriétés lui appartenant et les biens s'y trouvant. Il estime que ces mesures de répression s'apparentent, de par leur nature et leurs conséquences, à une démarche visant la confiscation et la saisie de ces biens, qui sont pourtant utilisés par l'État accréditant, à des fins souveraines.

6. Le Ministère fait également remarquer que les membres du personnel des représentations russes et leur famille ont laissé derrière eux des objets personnels au moment de leur expulsion, pour le moins hâtive.

Il invite dès lors le Département d'État à autoriser les intéressés à accéder aux locaux concernés pour pouvoir récupérer leurs biens.

7. Compte tenu de ce qui précède, le Ministère ne saurait se satisfaire des réponses reçues du Département d'État, qui s'évertue à opposer, à l'endroit de la Fédération de Russie, un refus catégorique et infondé aux demandes incessantes d'accès aux locaux de ses représentations.

Il est notamment d'avis que les assurances formelles offertes par le Département d'État, selon lesquelles des mesures raisonnables sont prises pour préserver et protéger les biens concernés, sont irrecevables. Le fait est que ces biens, qu'ils soient protégés ou non, ont été saisis de façon arbitraire et illégale, ce qui constitue une violation du droit à la propriété privée, leurs propriétaires se trouvant dans l'incapacité de les utiliser et d'en disposer comme bon leur semble.

Les autorités américaines refusant systématiquement de laisser les fonctionnaires des représentations russes accéder aux locaux concernés, le Ministère appelle le Département d'État à lui fournir des détails plus précis sur :

- a) Les mesures qui, selon les autorités américaines, ont été prises pour préserver et protéger lesdits biens ;
- b) L'état actuel des bâtiments et des meubles et autres objets s'y trouvant, des parcelles de terrain environnantes, des systèmes d'alimentation des installations, etc. ;
- c) Tous changements qui auraient été apportés aux propriétés concernées depuis leur fermeture forcée, sans que la Fédération de Russie – État souverain propriétaire des lieux – n'y ait clairement consenti, en particulier dans le cas où ces transformations pourraient influencer sur les possibilités d'utilisation des locaux ou leur valeur marchande ;
- d) L'ensemble des individus (liste reprenant leurs noms et fonctions et le motif de leur intrusion) ayant pénétré dans les bâtiments depuis leur fermeture forcée, et ce alors que la Fédération de Russie s'y opposait ;
- e) L'utilisation d'une partie des locaux de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies par les autorités des États-Unis, que prouvent les factures d'eau et d'électricité reçues.

Le Ministère serait également très reconnaissant au Département d'État de lui fournir des informations sur les dispositions figurant dans les documents de référence adoptés au titre de la loi sur les missions étrangères, en vertu desquels il a mis en œuvre ces fameuses mesures visant à préserver et à protéger les possessions des représentations russes.

Le Ministère saisit cette occasion pour renouveler au Département d'État des États-Unis d'Amérique l'assurance de sa haute considération.

Moscou, le 7 août 2018

---